

## Mémorandum de Denis Corboy à Louis Janz (17 novembre 1969)

**Légende:** Le 17 novembre 1969, Denis Corboy, attaché au Centre d'information des Communautés européennes à Dublin, adresse à Louis Janz, directeur du Service Information et Presse des Communautés européennes, un résumé des débats parlementaires suscités en Irlande par l'éventuelle adhésion du pays aux Communautés européennes.

**Source:** Archives historiques des Communautés européennes, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP. Edoardo Martino, EM. 2 visites de Hillery (1969-1970), EM 97.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/memorandum\\_de\\_denis\\_corboy\\_a\\_louis\\_janz\\_17\\_novembre\\_1969-fr-3e851826-5c1d-43cd-b8f5-bc1207d36817.html](http://www.cvce.eu/obj/memorandum_de_denis_corboy_a_louis_janz_17_novembre_1969-fr-3e851826-5c1d-43cd-b8f5-bc1207d36817.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

Dublin, le 17 novembre 1969

## Mémorandum de Denis Corboy à Louis Janz (17 novembre 1969)

A Louis Janz, Directeur, Direction A.D.G.X.

De Denis Corboy

Objet: Débat sur les Affaires étrangères au Dáil (Parlement irlandais)

28 et 29 octobre, 4 novembre

Le compte rendu officiel du débat au Dáil sur les Affaires étrangères vient d'être publié. Trois sujets principaux ont été discutés — la politique irlandaise vis-à-vis du Biafra, la crise en Irlande du Nord devant les Nations unies et la demande d'adhésion à la CEE. Je joins en annexe des extraits des discours les plus importants relatifs à la candidature irlandaise.

Le ministre des Affaires étrangères, P. J. Hillery, a déclaré que tous les efforts étaient faits pour que le gouvernement irlandais soit prêt à négocier. Pour les Irlandais, le premier objectif des négociations est qu'elles mènent à l'adhésion de l'Irlande simultanément aux autres candidats. Le nouveau ministre des Affaires étrangères a dit qu'il tenait à saluer publiquement l'Avis de la Commission — «un document précieux et constructif». Il a attiré l'attention sur les références, faites dans cet Avis, à la nécessité de renforcer la Communauté dans le contexte de l'élargissement et à l'obligation faite aux candidats d'apporter leur concours aux mesures visant à ce renforcement et à ce développement internes.

Gerard Sweetman (porte-parole de l'opposition pour les Affaires étrangères, Fine Gael) a critiqué la façon dont le gouvernement traite la situation de la CEE. Il a demandé un livre blanc sur les conséquences de l'adhésion.

Selon Sir Anthony Esmonde (opposition, Fine Gael), les Irlandais devraient devancer le plus possible les Britanniques dans les négociations. Il a mis en garde contre l'espoir d'un soutien du gouvernement britannique pendant les négociations.

Barry Desmond (opposition, Parti travailliste) a estimé pour sa part que les candidats devraient demander à pouvoir envoyer des observateurs à la conférence au sommet. Il a lui aussi demandé un livre blanc sur l'adhésion à la CEE.

Dans un discours de quatre heures, Garret FitzGerald (opposition, Fine Gael) a passé en revue les principes fondamentaux qui devraient guider la politique étrangère irlandaise. Dans une contribution remarquable, qui marquera assurément la pensée irlandaise dans ce domaine pendant de nombreuses années, il a défendu l'idée d'une politique étrangère qui soit à la fois indépendante et européenne. Il a réclamé un rôle plus actif dans la politique européenne, en particulier eu égard à la sécurité en Europe et à la position de l'Europe dans le monde. Il ne pourra être mis fin à l'exploitation de l'Irlande par son puissant voisin, la Grande-Bretagne, que si les deux pays adhèrent à une Communauté dotée d'institutions fortes. S'agissant de l'adhésion irlandaise, il a estimé que les avantages seraient considérables pour l'agriculture et que l'on pourrait résoudre les difficultés rencontrées par l'industrie en l'adaptant. À propos de l'Irlande du Nord, il a défendu l'idée que l'unification finale du pays serait facilitée par des transferts de souveraineté à des institutions européennes et par la mise en œuvre de la Politique agricole commune des deux côtés de la frontière irlandaise. L'Irlande a un rôle unique à jouer dans la Communauté européenne et pourrait notamment faire fonction de pont entre la Communauté et le tiers monde. Il serait nécessaire de créer dans la Communauté élargie «un sentiment partagé d'eupéanité». L'idéal, ce serait que la Communauté ambitionne de devenir une fédération économique et politique encourageant et protégeant la diversité culturelle de ses États membres. Elle doit être démocratique, ce qui exige des institutions parlementaires fortes pour contrôler son administration publique. Pour lui, cette Europe aurait pour autres caractéristiques d'être amoureuse de la paix et non pas militariste, de travailler au développement du tiers monde et d'être dotée d'une politique régionale réduisant à un minimum les forces économiques centralisatrices. Sur la question fondamentale du contrôle de la Communauté par le Parlement, les Irlandais pourraient espérer le soutien des Britanniques, des Scandinaves et des Néerlandais. Garret FitzGerald a demandé à tous les parlementaires irlandais de

s'engager en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage direct, et du renforcement des institutions européennes.

Michael O'Kennedy (parti au pouvoir, Fianna Fáil) a déclaré que l'une des fonctions essentielles de la Communauté devrait être l'aide aux pays en développement. La Communauté devrait instaurer des contacts plus étroits avec l'Europe de l'Est. Dans le cadre des préparatifs à l'adhésion, des stagiaires irlandais devraient recevoir une formation au sein de la Commission et dans d'autres institutions.

Michael O'Leary (opposition, Parti travailliste) a fait un discours important soulignant un changement majeur dans la politique de ce parti. Jusqu'à maintenant, le Parti travailliste était opposé à l'adhésion irlandaise et à la Communauté elle-même, pour des motifs idéologiques. Il adopte désormais une ligne qui le rapproche de l'aile gauche des socialistes du Continent. Michael O'Leary a expliqué que sa seule appréhension quant à l'entrée de l'Irlande dans la Communauté concernait la préservation des emplois dans l'industrie. Le gouvernement n'a pas donné suffisamment d'informations sur les implications de l'adhésion. L'orateur a critiqué le rabâchage de platitudes sur l'acceptation des implications politiques de la Communauté. Selon lui, il existe une tendance à mimer les attitudes britanniques. Il a demandé que l'Irlande mette au point sa propre politique sur la question allemande. Son parti accepte maintenant la validité du concept d'une Europe unie, politiquement indépendante de l'URSS et des Etats-Unis qui, en tant que puissances mondiales, devraient veiller à leurs propres affaires.

À l'issue du débat, le ministre des Affaires étrangères a observé que tous les partis étaient unanimes pour souhaiter une adhésion dès que possible. Il a promis une déclaration de politique générale et un livre blanc pour l'année à venir, c'est-à-dire après que des conclusions auront pu être tirées de la Conférence au sommet et à la fin de la période de transition. Un comité interministériel composé de fonctionnaires a entrepris d'étudier les problèmes liés à l'adhésion de l'Irlande.

P. J. Hillery m'a dit qu'il était très satisfait du débat sur les Affaires étrangères et en particulier de la précieuse contribution de Garret FitzGerald. Il se sent également encouragé par les indices d'un changement de politique de la part du Parti travailliste, changement important qui facilitera considérablement la tâche d'information du public irlandais sur la Communauté.

[signé] Denis Corboy